

Laurette Onkelinx a relancé hier le débat sur la participation citoyenne au débat démocratique, en proposant de changer le Sénat en assemblée mixte. Cette idée n'est pas neuve, elle a déjà été relayée par le socialiste flamand Peter Vanvelthoven. Le but: redonner du sens à une assemblée mise au régime depuis la 6^e réforme de l'État. Il y a des pour et des contre.

Des citoyens tirés au sort pour siéger au Parlement, une bonne idée?

Stéphane Hazée (Ecolo), député wallon

«Il y a moyen d'avancer plus vite»



INTERVIEW
NATHALIE BAMPS

Que pensez-vous de l'idée d'intégrer un panel de citoyens au Sénat?

Il est essentiel de développer de nouvelles formes de démocratie participative. Il n'est pas bon d'avoir un débat confisqué par une élite. La proposition est intéressante, mais il faut agir à plusieurs niveaux si l'on veut réconcilier le citoyen et la politique.

Cela étant, je ferai deux remarques. D'abord, je pense que sur ce point, le PS n'est pas très crédible. Au niveau wallon, lors de la mise en place de la Commission sur le renouveau démocratique, nous avons déposé des amendements visant à y intégrer un panel de citoyens. Ils ont été recalés.

Ensuite, il est assez curieux de proposer ceci pour le Sénat, alors que cela demande une réforme de l'État. Les articles ne sont pas soumis à révision, il faudrait donc attendre quatre ou cinq ans... Il y aurait moyen d'avancer beaucoup plus vite au travers des commissions parlementaires. Pour cela, il suffit de modifier le règlement. Cela pourrait se faire dans tous les Parlements.

Les élus ne représentent plus suffisamment bien les citoyens?

On ne peut pas nier qu'il y a une crise de la représentation politique, y compris au niveau européen. Quand la Commission européenne, par exemple, nous montre qu'il n'y a qu'une seule voie à suivre pour résoudre un problème, qu'il soit économique ou social, en igno-

rant les alternatives, elle provoque un comportement fataliste du citoyen. Et ce fatalisme, qui amène à se dire «à quoi bon aller voter», est en train de se propager dans la société. En tant qu'écologistes, nous ne pouvons pas nous résoudre à ce désenchantement. Il y a moyen de faire bouger les choses.

Comment?

Il y a l'enjeu de la proportionnalité par exemple. Il y aurait moyen d'avoir une assemblée plus représentative si on touchait à certaines règles. Regardez au niveau wallon, le gouvernement ne représente en fait que 44% de la population. Il y a aussi moyen d'avancer via la consultation populaire. Suite à la sixième réforme de l'État, on va pouvoir avancer sur ce point en Wallonie.

Il faut aussi travailler sur la pédagogie, via les médias et l'école qui ont un rôle important à jouer. Donnons-en leur les moyens.

N'y a-t-il pas un danger à intégrer des citoyens, non expérimentés et choisis au hasard?

Il y a une méthode à mettre en œuvre, on pourrait s'inspirer des critères de confection de l'échantillon proposés par le G 1000, la plateforme d'innovation démocratique.

Des panels citoyens fonctionnent déjà au niveau local, que ce soit communal ou même régional. L'expérience peut permettre de faire évoluer le modèle. Mais il ne faut pas croire que cela mènera à la prise du pouvoir par quelques-uns, c'est faux.

«Il n'est pas bon d'avoir un débat confisqué par une élite. Il faut agir si on veut réconcilier le citoyen et la politique.»



Christine Defraigne (MR), présidente du Sénat «Gare à la boîte de Pandore!»

INTERVIEW MARTIN BUXANT

Que pensez-vous de l'idée d'un Sénat composé de citoyens tirés au sort?

Je pense d'abord que Laurette Onkelinx a entendu le sp.a là-dessus il y a dix jours et qu'elle reprend l'idée en se levant un matin. Elle agit comme un perroquet du sp.a et fait du copier/coller. Avec tout le respect que j'ai pour elle... Ceci étant, je l'invite au colloque que j'organise le 22 septembre prochain au Sénat, où l'on traitera de cette question de la démocratie participative – y compris

avec des représentants du G1000. On doit réfléchir à cet essoufflement de la démocratie représentative. C'est clair que les citoyens ne se retrouvent pas toujours dans les institutions actuelles. On doit réfléchir en profondeur et pas sous le coup d'une petite idée de Madame Onkelinx.

Donc, vous êtes pour ou contre?

Je dis: pourquoi faudrait-il se limiter au seul Sénat? Si on franchit ce

pas-là, alors c'est pour tout le monde: que des citoyens soient représentés tant dans les conseils communaux qu'au Parlement wallon, fédéral et au Sénat. Si on le fait, on le fait pour tout le monde. Ensuite, dire qu'on invite les citoyens comme ça à boire le thé ou le café, ça n'a aucun sens. Comment allez-vous intégrer les citoyens dans la norme décrétole, dans le processus législatif et réglementaire?

Il y a une approche constitutionnelle à avoir: il faudra une réforme de la Constitution.

Une nouvelle réforme de l'État?

Oui et rien ne peut se construire avant 2019 si on va dans cette direction-là. Et je dis attention à ne pas ouvrir la boîte de Pandore. Attention à ce qu'on va faire. Il ne suffit donc pas de lancer des idées en l'air. Vous savez, les nationalistes attaquent le Sénat chaque jour. Quand on est dans un état fédéral, il faut un lieu de concertation entre toutes les entités du pays, c'est le rôle du Sénat et Paul Magnette l'a

encore souligné récemment. Si on touche à cela, on n'est plus dans un état fédéral et on se dirige vers une logique confédérale et séparatiste. Mais chacun prendra ses responsabilités. Moi, je récusé cette logique-là. Si les socialistes se mettent sur le même niveau que les nationalistes les plus rabiques, il faudra qu'on le dise clairement. Moi, je m'inscris dans une logique fédérale. Paul Magnette a dit: il y a un outil et il faut le faire fonctionner, malgré tous les bâtons que les nationalistes nous mettent dans les roues. L'essentiel pour notre État, c'est d'exécuter la sixième réforme de l'État.

Est-ce dévaloriser le rôle du politique que de dire: mettons des citoyens à sa place?

Oui. Moi je crois encore en la vertu des élections, des gens qui choisissent et d'autres qui mouillent leur maillot pour être élus. En étant élu, on prend une responsabilité. Peut-être cela doit-il évoluer demain, mais dans la quiétude et la sérénité.

«Chaque jour, le Sénat doit subir des attaques des nationalistes. Si le PS s'aligne sur leur logique, qu'il le dise clairement».